

R



F

E



R

**CONDOMINIUM  
DES NOUVELLES-HEBRIDES  
JOURNAL OFFICIEL**

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM  
GAZETTE  
PUBLISHED BY AUTHORITY**

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

✓ REGLEMENT CONJOINT N° 18 de 1974

CONTROLE DES PRIX

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU, l'article 2 paragraphe 2 et l'article 7 du Protocole franco-britannique de 1914,

ARRESENT :

ARTICLE 1. - Dans ce règlement conjoint et dans la réglementation prise pour son application, on entendra en principe par :

"contrôleur" : le contrôleur des prix nommé conformément aux dispositions de l'article 3 du présent règlement,

"inspecteur" : un inspecteur des prix nommé conformément aux dispositions de l'article 3 du présent règlement,

"prix" : dans le cas où ce mot est utilisé en relations avec le terme prestation de service, il signifie le tarif à payer pour la prestation ou la coordination de tout service et le terme prix ou tarif comprendra toute espèce de contrepartie onéreuse directe ou indirecte,

"détail" : dans le cas où ce mot est utilisé avec le terme vente, il signifie toute vente effectuée par un détaillant à un consommateur,

"prix de détail" ; le prix payé ou à payer pour des biens vendus au détail,

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION N° 18 of 1974

TO MAKE provision for controlling the price of goods and services.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

PART I - INTERPRETATION

*Interpretation* 1. In this Regulation and in any subsidiary legislation made thereunder, unless the context otherwise requires -

"Controller" means the Price Controller appointed under section 3 ;

"Inspector" means a Price Inspector appointed under section 3 ;

"Price" when used in connexion with the provision of services includes the rate charged for supplying or carrying on any service and the term "price" or "rate" shall be deemed to include valuable consideration of any kind whatsoever direct or indirect ;

"retail" when used in relation to any sale means a sale by a retailer to a consumer ;

"retail price" means the price paid or payable for goods sold by retail ;

'détaillant' : un commerçant qui vend des biens aux consommateurs,

'commerçant' : toute personne qui dans le cadre de son entreprise vend ou a vendu ou propose à la vente toute marchandise, qui fournit ou maintient toute prestation de service;

'commerce de gros' : ce mot signifie, lorsqu'il est utilisé en relation avec le terme vente, une vente effectuée par un grossiste à toute personne ,

'grossiste' : tout commerçant qui vend à toute personne des marchandises destinées à être revendues ,

'prix de gros' : le prix payé ou à payer pour des marchandises vendues en gros.

## CHAPITRE II - BUREAU DU CONTROLE DES PRIX

ARTICLE 2. - Il est créé un Bureau du Contrôle des prix aux Nouvelles-Hébrides qui est rattaché au service du Trésor du Condominium dont il formera une section autonome.

ARTICLE 3. - Ce Bureau sera composé d'un contrôleur des prix et d'inspecteurs des prix en nombre suffisant nominativement désignés par décision conjointe des Commissaires-Résidents. *Nouveau paragraphe ajouté par la 27/74 (G.C. 342, P.1)*

ARTICLE 4. - Les attributions du bureau du contrôle des prix sont les suivantes :

- veiller à l'application par tout commerçant, par toute personne faisant acte de commerce, et par tout prestataire de service de la réglementation relative au contrôle des prix ;

- constater les infractions à cette réglementation et en dresser procès-verbal.

ARTICLE 5. - Le contrôleur et les inspecteurs des prix exercent les attributions du bureau avec les pouvoirs qui leur sont conférés par le présent règlement conjoint.

## CHAPITRE III - COMITE CONSULTATIF DES PRIX

ARTICLE 6. - Il est créé un comité consultatif des prix dont la composition sera fixée par décision conjointe des Commissaires-Résidents.

ARTICLE 7. - Ce comité sera obligatoirement consulté sur tous les projets de réglementation des prix.

Il pourra appeler devant lui toute personne ou tout représentant des diverses professions dont l'avis lui apparaîtra utile.

Il devra en outre donner pendant deux semaines toute la publicité nécessaire aux projets de textes qui lui seront soumis et recevoir verbalement ou par écrit toutes les observations qui pourraient être formulées.

'retailer' means a trader who sells goods to a consumer ;

'trader' means any person who in connexion with any business carried or by him sells, has sold, or proposes to sell any goods, or who supplies or who carries on any service ;

'wholesale' when used in relation to any sale means a sale by a wholesaler to any person ;

'wholesaler' means a trader who sells goods to any person for the purpose of resale or for use by such person in his trade or business ;

'wholesale price' means the price paid or payable for goods sold by wholesale.

## PART II. - PRICE CONTROL BUREAU

Establishment of Price Control Bureau

2. A Price Control Bureau is hereby established for the New Hebrides which shall form an independent part of the Condominium Treasury.

Composition of Bureau

3. The Bureau shall comprise a Price Controller and a sufficient number of Price Inspectors personally appointed

by joint decision of the Resident Commissioners. *New paragraph added by LR 27/74 (G.C. 342 (1))*

Functions of Bureau

4. The functions of the Price Control Bureau shall be -

(a) to ensure that the legislation concerning price control is observed by all traders, persons engaged in commercial activities and persons providing services ;

(b) to verify any infringements of the said legislation and to make a report thereon.

Exercise of functions of Bureau

5. The Controller and Inspectors shall exercise the functions of the Bureau with the powers conferred upon them by this Regulation.

## PART III - PRICES ADVISORY COMMITTEE

Establishment of Prices Advisory Committee

6. A Prices Advisory Committee is hereby established the composition whereof shall be fixed by joint decision of the Resident Commissioners.

#### CHAPITRE IV - MODALITE DE FIXATION DES PRIX

*réglementation*

174

ARTICLE 8. - Avant tout, *contrôle* des prix d'un produit ou d'un service, le Bureau sera tenu de vérifier la structure des prix et des marges bénéficiaires de commerçants qui vendent ledit produit et prêtent ledit service.

ARTICLE 9. - Suivant les résultats des vérifications prévues à l'article 8, les Commissaires-Résidents pourront, par arrêté conjoint pris sur proposition du contrôleur et après avis du comité du contrôle des prix fixer le prix de chaque produit et prestation de service pour lequel cela s'avérerait nécessaire :

- soit par détermination du prix lui-même par blocage ou taxation,
- soit par fixation d'une marge bénéficiaire en valeur absolue ou en pourcentage,
- soit par tout autre moyen qui paraîtrait utile.

#### CHAPITRE V - POUVOIRS DU CONTROLEUR ET DES INSPECTEURS

ARTICLE 10. - Le contrôleur et les inspecteurs des prix sont habilités :

1° - à exiger à toute heure raisonnable de tout commerçant :

- verbalement ou par écrit, de bonne foi et au mieux de sa connaissance tout renseignement relatif à la structure des prix qu'il pratique dans son activité professionnelle,

- la communication ou la copie, dans les délais raisonnables les plus rapides, de toute pièce, de tout document relatif à la structure des prix qu'il pratique dans son activité professionnelle et ce, en quelques mains qu'ils se trouvent.

2° - Durant les heures normales de service de la profession :

- à visiter et inspecter tout local professionnel et à y effectuer tous les actes raisonnablement nécessaires à l'accomplissement de sa mission,

- à emporter toute pièce, document ou échantillon de marchandise, qui lui paraîtrait à l'évidence constituer une preuve d'infraction au présent règlement conjoint ou à ses arrêtés d'application.

ARTICLE 11. Le contrôleur et les inspecteurs des prix sont astreints au secret professionnel, mais pourront cependant et uniquement pour les besoins du service communiquer au comité consultatif des prix tous renseignements ou documents nécessaires à ses délibérations pourvu que ces renseignements ou documents ne fassent pas

*Consultation of Committee on draft legislation concerning prices*

7. The Committee shall be consulted on all draft legislation concerning prices. It may call before it any person or representative of any business whose advice may appear to it useful.

It shall in addition give all necessary publicity to any draft legislation submitted to it for a period of two weeks and shall receive either verbally or in writing any representations which may be made.

#### PART IV - PROCEDURE AND METHOD FOR FIXING PRICES

*Inquiry into price structure and profit margins*

8. Before any legislation concerning the control of prices charged for the supply of any goods or services is initiated, the Price Control Bureau shall undertake an inquiry into the price structure and profit margins applied by those persons who supply, whether as wholesaler or retailer, such goods or supply such services.

*Methods of fixing prices*

9. If it shall appear as a result of any inquiry undertaken as aforesaid that price control measures should be initiated, the Price Controller shall so inform the Resident Commissioners who may, after consulting the Prices Advisory Committee in accordance with section 7, make joint rules -

(a) determining the price itself by freezing or fixing ;

(b) determining a profit margin as a fixed sum or as a percentage ; or

(c) controlling prices by any other means which may appear suitable.

#### PART V - CONTROLLER AND INSPECTORS

*Powers of Controller and Inspectors*

10. The Controller and Inspectors shall have power -

(a) at any reasonable time to require any trader,

(i) to furnish either verbally or in writing, honestly and to the best of his knowledge, any information concerning the price structure applicable to such of his business activities as may be specified ;

(ii) as soon as is reasonably possible to produce or to supply a copy of

apparaître ni le nom, ni la raison sociale, ni l'adresse du commerce auquel il se rapportent. *Nouveau paragraphe ajouté par le 27/74 (30342, P.1)*

## CHAPITRE VI - OBLIGATION DES COMMERCANTS

ARTICLE 12. - Tout commerçant devra tenir en bon ordre et à jour les livres, comptes et archives habituels à sa profession ou exigés par écrit par le contrôleur, après approbation des Commissaires-Résidents.

ARTICLE 13. - Il est interdit à tout commerçant, sans l'accord préalable du contrôleur de détruire totalement ou partiellement ou de rendre inutilisable tout document relatif à son activité professionnelle durant une période de deux ans à compter de la date d'établissement dudit document.

ARTICLE 14. - Tout grossiste est tenu de fournir à ses clients une facture qui comportera obligatoirement les indications suivantes :

- nom et adresse du vendeur et de l'acheteur
- date
- description de la marchandise
- prix unitaire et totaux

ainsi que tous les renseignements complémentaires spécifiques à certains commerces, à certaines marchandises ou à certaines prestations de service qui pourraient être exigées par le contrôleur.

Un double de cette facture devra être conservé par le commerçant durant deux ans après la date d'émission de ladite facture.

Tout commerçant détaillant ou prestataire de service est tenu de délivrer à ses clients, si ceux-ci le réclament expressément une fiche, un bordereau ou une facture dont le détail sera fixé par arrêté conjoint des Commissaires-Résidents.

ARTICLE 15. - Les Commissaires-Résidents prendront tous les textes conjoints qui leur paraîtront nécessaires à l'application du présent règlement conjoint, et en particulier pour fixer les formalités de publicité des prix à observer par le commerçant.

## CHAPITRE VII - PENALITES

ARTICLE 16. - Toute personne qui opposera un refus aux demandes qui pourront lui être faites, conformément aux dispositions de l'article 10 du présent règlement conjoint par le contrôleur ou les inspecteurs des prix, ou qui leur fournira sciemment de faux renseignements ou des documents qu'ils sauront être erronés, ou qui s'opposera d'une façon ou d'une autre à l'exercice de leur fonction, se rendra coupable d'une infraction passible des peines édictées à l'article 17 ci-dessous.

any paper or document relating to the price structure applicable to such of his business activities as may be specified in no matter whose possession the same may be ;

(b) during the normal working hours of any business,

(i) to enter and inspect any business premises and to take such steps as may be reasonably necessary to effect such purposes,

(ii) to take possession of any paper, document or sample of merchandise which may appear to him to be evidence constituting proof of any contravention of this Regulation or any rules made thereunder.

### Secrecy

11. The Controller and Inspectors shall be bound by business secrecy but may nevertheless solely for official purposes communicate to the Prices Advisory Committee any information or documents which are necessary for its decisions, provided that such information or documents disclose neither the name nor the business name nor the address of the trader to whom they relate. *New paragraph added by le 27/74 (Gaz. 342/1)*

## PART VI - DUTIES OF TRADERS

Traders to keep books, accounts etc.

12. Every trader shall keep proper and up to date books, accounts and records as are customary in his business or as may be directed in writing by the Controller with the approval of the Resident Commissioners.

Prohibition of destruction of documents within two years

13. No trader shall, without the prior consent of the Controller, destroy wholly or partially or render unusable any document relating to his business activities within a period of two years from the date on which such document came into being.

Invoices etc. to be supplied

14. Every wholesaler shall supply his customers with an invoice which must contain the following particulars -

(a) the name and address of the seller and the purchaser ;

(b) the date ;

(c) a description of the merchandise ;

(d) the individual and total prices,

ARTICLE 17. -

a) Toute personne qui contreviendra aux dispositions du présent règlement conjoint ainsi qu'à celles de tous les textes qui seront pris pour son application, sera passible d'une amende, qui ne pourra excéder CENT MILLE FNH, ou son équivalent en dollars australiens au taux de change officiel, et d'une peine d'emprisonnement ne pouvant excéder un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

b) en outre, nonobstant les dispositions du règlement conjoint n° 28 de 1973, la fermeture du magasin ou du local où sera commise l'infraction pourra être ordonnée par décision conjointe des Commissaires-Résidents pour une période ne pouvant excéder trois mois avec affichage obligatoire à la charge du contrevenant d'une copie de ladite décision. Cet affichage aura lieu sur l'entrée principale de l'établissement et devra être parfaitement lisible de l'extérieur.

ARTICLE 18. - Si l'infraction est commise par une société légalement formée, son directeur ou tout employé statutairement responsable en sera inculpé à moins qu'il ne prouve en justice qu'il n'a eu à aucun moment connaissance de l'infraction et qu'il a fait tout son possible pour éviter d'être en état d'infraction.

ARTICLE 19. - Tout commerçant qui emploie du personnel rémunéré ou non dans ses locaux professionnels, sera responsable des actes ou omissions de ses employés et sera poursuivi si lesdits actes ou omissions constituent une infraction au présent règlement conjoint, à moins qu'il ne prouve qu'il n'a eu à aucun moment connaissance de l'infraction et qu'il a fait tout son possible pour éviter d'être en état d'infraction, auquel cas le ou les employés responsables seront poursuivis.

ARTICLE 20. - Le présent règlement conjoint, qui prendra effet à compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera. -

Fait à PORT-VILA, le 2 Mai 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

I ajoutée par le 27/74 (30322, p.1)

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES  
REGLEMENT CONJOINT N° 19 de 1974**

portant dotation de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 1971

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

together with any additional information specifically relating to particular businesses, merchandise or services as may be required by the Controller. A duplicate of this invoice must be retained by the trader for a period of two years after the date on which the same was issued.

Every trader, retailer or person supplying any service shall be required if so requested by the customer to supply his customers with a voucher, docket or invoice the particulars whereof shall be prescribed by joint rules of the Resident Commissioners.

Power to  
make sub-  
sidiary  
legislation

15. The Resident Commissioners may jointly make such subsidiary legislation as they shall deem necessary for the implementation of this Regulation and in particular for prescribing the requirements as to the advertising of prices which are to be observed by traders.

**PART VII - OFFENCES AND PENALTIES**

Offences

16. Any person refusing to comply with any requirement made of him in accordance with the provisions of section 10 of this Regulation or by any Inspector, or who wilfully supplies him with false information or with documents which he knows to be erroneous, or who obstructs in any way the Controller or any Inspector in the exercise of his duty shall be guilty of an offence and liable to the penalties prescribed in section 17.

Penalties

17. (a) Any person who contravenes the provisions of this Regulation or any subsidiary legislation which shall be made for the implementation thereof shall be liable to a fine not exceeding 100,000 FNH or the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange or imprisonment for a term not exceeding one year or to both such fine and imprisonment.

(b) In addition, notwithstanding the provisions of the Joint Business Licences Regulation No 28 of 1973, the shop or premises where the offence has taken place may be closed by joint decision of the Resident Commissioners for a period not exceeding three months and the trader who has committed the offence shall at his expen-

VU - Les dispositions des articles 2, paragraphe 2, 5 et 7 du Protocole franco-britannique de 1974 ;

VU - L'article 5 du règlement conjoint n° 10 de 1957 avec l'approbation des Gouvernements de la République Française et de Sa Majesté Britannique ;

**ARRETEMENT :**

ARTICLE 1. - Les sommes inscrites au tableau ci-annexe pour un montant de : 43.175.800 FNH, soit 431.758 \$A. ayant été dépensées par les services mentionnés en dépassement des crédits qui leur ont été affectés par le règlement budgétaire conjoint de 1971 sont reconnues avoir été dûment ordonnancées, vu les nécessités de service, dans le cadre de l'exercice financier ayant pris fin le 31 DECEMBRE 1971, et seront en conséquence imputées sur les recettes générales et autres fonds de l'Administration Conjointe en complément des sommes figurant pour ces services dans le dit règlement conjoint.

ARTICLE 2. - Le présent règlement conjoint portant dotation de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 1971 sera enregistré sous le N° 19 de 1974 et prendra effet à la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

**TABEAU ANNEXE**

CHAPITRES	FNH	\$ A.
I Judiciaire	885.400	8.854
II Finances et Douanes	2.737.900	27.379
III Personnel et Ordonnateur	1.026.900	10.269
IV Postes et Télé- phones	572.600	5.726
V Radio	3.940.400	39.404
VII Mines	294.300	2.943
X Agriculture	2.524.500	25.245
XII Affaires in- térieures	2.800	28
XVI Travaux Publics (Personnel)	4.760.500	47.605
XVII Marine	1.572.900	15.729
XVIII Travaux Publics (Entretien)	4.142.500	41.425
XIX Dépenses d'Equi- pement des Ser- vices Adminis- tratifs	5.207.700	52.077
XX Divers	10.699.100	106.991
XXI Dette Publique	1.072.000	10.720
XXII Affectations aux divers fonds	3.736.300	37.363
	43.175.800	431.758

Fait à PORT-VILA, le 15 MAI 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,  
R.W.H. DU BOULAY

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,  
R. LANGLOIS

se display a copy of the said joint decision. The joint decision shall be displayed on the principal entrance to the premises and shall be clearly readable from outside the premises.

Offences by  
company

18. If any offence as committed by a legally incorporated company, the manager or any officer thereof responsible under the articles of association of the said company, shall be guilty of such offence unless he satisfies the court that the offence was committed without his knowledge and that he exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

Offences by  
employees

19. Any trader who employs any person whether paid or not within his place of business shall be responsible for the acts or omissions of such employee and may be charged therewith if such acts or omissions constitute an offence against this Regulation unless he proves that the offence was committed without his knowledge and that he exercised all due diligence to prevent the commission of any offence ; in such case only the employees responsible shall be charged.

Citation and  
Commencement

20. This Regulation may be cited as the Joint Price Control Regulation No 18 of 1974 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

*Schedule added by SA 27/74. (Gaz. 342/1)*

MADE at Vila this second day of May, 1974.

The Resident Commissioner  
for the French Republic

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM  
JOINT REGULATION N° 19 of 1974**

TO MAKE supplementary appropriation for the service of the Joint Administration for the year ending 31st day of December 1971.

MADE by the British and French Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2, 5 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914 and section 5 of Joint Regulation No 10 of 1957 with the approval of the Governments of Her Britannic Majesty and the French Republic.

1. The sums set forth in the Schedule hereto amounting to four hundred and thirty one thousand seven hundred and fifty eight Australian dollars or forty three million

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES  
REGLEMENT CONJOINT N° 20 de 1974**

portant modification du Règlement Conjoint N° 5 de 1957.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'article 2, paragraphe 2 et l'article 7 du Protocole Franco-britannique de 1914,

**A R R E T E N T**

ARTICLE 1. L'article 5 du Règlement Conjoint N° 5 de 1957 tel qu'il a été modifié par les Règlements Conjoints N° 14 de 1964, N° 38 de 1964, N° 14 de 1967, N° 12 de 1968, N° 9 de 1969, N° 21 de 1971, N° 25 de 1972 et N° 5 de 1973, est par le présent acte annulé et remplacé par l'article suivant :

"Article 5. Les attributions du Conseil sont uniquement consultatives. Les Commissaires-Résidents consultent obligatoirement le Conseil dans la matière suivante :

- a) le Budget du Condominium ;
- b) la création, la modification ou la suppression de tous droits ou taxes du Condominium ;
- c) l'élaboration de toute réglementation conjointe relative à l'aménagement urbain.

L'inscription pour avis de toute autre affaire à l'ordre du jour du Conseil Consultatif relève de la compétence exclusive des Commissaires-Résidents "

ARTICLE 2. Le présent Règlement Conjoint entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 27 Mai 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES  
DECISION CONJOINTE N° 44 de 1974**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU, l'article 3 de l'Arrêté Conjoint N° 3 de 1957 relatif au port de Santo

VU, la décision conjointe n° 62 de 1970 désignant les membres représentants les intérêts privés du Conseil du Port de Santo

one hundred and seventy five thousand eight hundred New Hebrides Francs, having been expended, for the services of the Joint Administration therein respectively specified, beyond the amounts granted for these services under the provisions of the 1971 Appropriation Joint Regulation, are hereby declared to have been duly and necessarily paid and expended in respect of the financial year ended 31st day of December 1971, and shall be charged upon the General Revenue and other funds of the Joint Administration in addition to the amounts mentioned for those services in the said Regulation.

2. This Regulation may be cited as the Joint Supplementary Appropriation (1971) Regulation No 19 of 1974 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

**SCHEDULE**

Head	\$A	Additional Expendi- ture Autho- rised F.NH
I Judicial	8,854	885.400
II Treasury and Customs	27,379	2.737.900
III Establishment Ordonnateur	10,269	1.026.900
IV Post/Telecom- munication	5,726	572.600
V Radio	39,404	3.940.400
VII Mines	2,943	294.300
X Agriculture	25,245	2.524.500
XII Internal Affairs	28	2.800
XVI Public Works (Admin)	47,605	4.760.500
XVII Marine	15,729	1.572.900
XVIII Public Works (Recurrent)	41,425	4.142.500
XIX Public Works Extraordinary	52,077	5.207.700
XX Miscellaneous	106,991	10.699.100
XXI Public Debt	10,720	1.072.000
XXII Appropriation to Funds	37,363	3.736.300
	<u>431,758</u>	<u>43.175.800</u>

MADE at Vila this nineteenth day of May, 1974.

The Resident Commissioner for the French Republic      Her Britannic Majesty's Resident Commissioner

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY

DECIDENT :

ARTICLE 1. - Les personnes dont les noms suivent sont désignées pour une durée d'un an, en qualité de membres représentants les intérêts privés du Conseil du Port de Santo :

A. Représentants des compagnies de navigation et du commerce :

MM. R. COULON  
K. HUTTON  
R. HERBERT  
R. BOUTEILLER

B. Représentants des producteurs et d'autres intérêts :

MM. J. RATARD  
J.C. CREUGNET  
J. SIMONSEN  
Ruben MARA  
Peter MORRIS  
L. LECA

C. Autres membres désignés par les Commissaires-Résidents :

MM. Michel NOEL, représentant les coopératives françaises à Santo

SAUNDERS, représentant les coopératives britanniques à Santo

ARTICLE 2. - La présente décision conjointe sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera. -

PORT-VILA, le 2 mai 1974

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides R.W.H. DU BOULAY	Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides R. LANGLOIS
--	---

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES  
DECISION CONJOINTE N° 45 de 1974**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

DECIDENT :

ARTICLE 1. - Monsieur Joseph KASTEN, Opérateur auxiliaire de classe II (grade C2.1) au Service de la Radio est nommé Opérateur Auxiliaire Principal.

ARTICLE 2. - L'intéressé aura droit, à ce titre, au maximum du salaire prévu pour ce poste dans l'échelle C.1 soit 293.800 FNH par an, ainsi qu'aux indemnités prévues par les règlements.

ARTICLE 3. - La présente décision aura effet pour compter du 1er Février 1974.

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM  
JOINT REGULATION N° 20 of 1974**

TO AMEND the Joint (Temporary Advisory Council) Regulation No 5 of 1957 as from time to time amended.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

Replacement of section 5 of Joint Regulation No 5 of 1957

1. Section 5 of the Joint (Temporary Advisory Council) Regulation No 5 of 1957, as amended by Joint Regulation No 14 of 1964, Joint Regulation No 38 of 1964, Joint Regulation No 14 of 1967, Joint Regulation No 12 of 1968, Joint Regulation No 9 of 1969, Joint Regulation No 21 of 1971, Joint Regulation No 25 of 1972, and Joint Regulation No 5 of 1973, is hereby further amended by deleting section 5 and replacing it by the following section -

"5. The functions of the Council shall be solely advisory. The Resident Commissioners shall consult the Council on -

(a) the Condominium budget ;

(b) the imposition, variation or abolition of and Condominium tax or duty ; and

(c) the making of legislation dealing with town planning.

Submission of all other matters to the Council for advice shall be at the discretion of the Resident Commissioners."

Citation and commencement

2. This Regulation may be cited as the Joint (Temporary Advisory Council) (Amendment) Regulation No 20 of 1974, and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this twenty seventh day of May, 1974.

The Resident Commissioner for the French Republic	Her Britannic Majesty's Resident Commissioner
--	--

R, LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY



Port-Vila, le 2 mai 1974

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY

## CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

### ✓ DECISION CONJOINTE N° 46 de 1974

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA  
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU, l'article 2 paragraphe 2 et l'Article 7 du Protocole  
franco-britannique de 1914,

VU, le règlement conjoint N° 18 de 1974

#### DECIDENT :

ARTICLE 1. - Le comité consultatif des prix, créé par  
l'article 7 du règlement conjoint n° 18 de 1974 est composé  
comme suit :

- Les représentants des Résidents de France et de Sa  
Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides, co-prési-  
dents,

- le président de la Chambre de commerce ou son repré-  
sentant, membre

- un représentant du Syndicat Agricole et Pastoral mem-  
bre

- quatre représentants de l'ensemble des syndicats ou  
associations professionnelles d'ouvriers et d'employés  
formellement constitués,

- un représentant de chaque service des Coopératives des  
Résidences de France et de Sa Majesté Britannique.

ARTICLE 2. - Le comité sera réuni sur convocation des  
co-présidents à la demande du contrôleur des prix. Il se-  
ra présidé alternativement par l'un des co-présidents. Ses  
séances feront l'objet de procès-verbaux confidentiels.  
En cas de partage des voix, celle du président sera pré-  
pondérante.

ARTICLE 3. - La présente décision conjointe, qui pren-  
dra effet à compter de la date de sa publication au Jour-  
nal Officiel du Condominium, sera enregistrée, publiée  
et communiquée partout où besoin sera./.

Fait à PORT-VILA, le 2 mai 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides :

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

### JOINT DECISION N° 44 of 1974

Acting in pursuance of the provisions of section 3 of  
Joint Rules No 3 of 1957 the Resident Commissioners

#### HEREBY DECIDE

1. The following persons are hereby nominated as unof-  
ficial members of the Santo Port Advisory Committee and  
hold office for a period of one year

A. Representatives of shipping and commercial interests

R. COULON

K. HUTTON

B. HERBERT

B. BOUTELLIER

B. Representatives of primary producers and other inte-  
rests

J. RATARD

J.C. CREUGNET

J. SIMONSEN

R. MARA

P. MORRIS

L. LECA

C. Other members nominated by the Resident Commis-  
sioners

F. SAUNDERS representing the British Co-operatives

M. NOEL representing the French Co-operatives

2. This Decision shall come into operation on the date  
of its publication in the Condominium Gazette.

DATED at Vila this Second day of May, 1974.

The Resident Commissioner  
for the French Republic

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

### JOINT DECISION N° 46 of 1974

Acting in exercise of the powers conferred by section 6  
of the Joint Price Control Regulation No 18 of 1974, the  
Resident Commissioners

#### HEREBY DECIDE

1. The Prices Advisory Committee established by sec-  
tion 6 of the Joint Price Control Regulation No 18 of  
1974 shall be constituted as follows -

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES  
DECISION CONJOINTE N° 47 de 1974**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'article 2, paragraphe 3 (A) du Protocole Franco-Britannique de 1914,

**D E C I D E N T :**

ARTICLE 1. Mr. David Thomas BROWNING est nommé Délégué Britannique pour la Circonscription des Iles du Centre II pendant la durée du Congé Administratif de Mr. Darvall Keppel WILKINS.

ARTICLE 2. La Présente Décision Conjointe prendra effet pour compter du 3 Avril 1974.

Port-Vila, le 6 mai 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES  
DECISION CONJOINTE N° 48 de 1974**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'article 47 A du Règlement Conjoint N° 4 de 1962 modifié par le Règlement Conjoint N° 10 de 1967

**D E C I D E N T :**

ARTICLE 1° - DUBAIN Georges ayant été condamné le 4 janvier 1974 par le Tribunal du 1er Degré des Iles du Centre I (jugement n° 12/74 pour contravention au Règlement Conjoint N° 4 de 1962 (Conduite en état d'ivresse) il lui est interdit de conduire un véhicule à moteur ou une motocyclette pendant une période de UN AN à compter de la date de notification de la présente décision.

ARTICLE 2° - La présente décision entrera en vigueur pour compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 7 mai 1974.

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

*Co-chairmen -*

*the representatives of the French and British Resident Commissioners respectively ;*

*Members -*

*the President of the Chamber of Commerce or his representative ;*

*a representative of the Syndicat Agricole et Pastoral ;*

*four representatives from the Trade Unions and formally constituted associations of employees or workers ;*

*a representative of each of the Co-operative Departments of the French and British Administrations.*

*2. The Committee shall meet when convened by the Co-chairmen at the request of the Price Controller. Each Co-chairman shall preside over the committee alternately and shall, in the event of an equal number of votes being cast on any matter, have a casting vote. The meetings of the committee shall be recorded in the form of confidential minutes.*

*3. This Decision shall come into effect on the date of its publication in the Condominium Gazette.*

*MADE at Vila this second day of May, 1974.*

*The Resident Commissioner  
for the French Republic*

*Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner*

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM  
JOINT DECISION N° 47 of 1974**

*Acting in pursuance of paragraph 3 (A) of Article 2 of the Anglo-French Protocol of 1914, the Resident Commissioners*

**DO HEREBY DECIDE**

*David Thomas BROWNING be appointed as British District Agent, Central District Number 2. during the absence on leave from 3rd April 1974 of Darvall Keppel WILKINS.*

*MADE at VILA this Sixth day of May, 1974.*

*French  
Resident Commissioner*

*British  
Resident Commissioner*

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM  
JOINT DECISION N° 48 of 1974**

*IN EXERCISE of the powers conferred by section 47A of Joint Regulation No 4 of 1962 as amended by Joint Regu-*

## CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

### ✓ DECISION CONJOINTE N° 49 de 1974

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU les articles 2 et 3 du Règlement Conjoint N° 9 de 1957

#### DECIDENT :

ARTICLE 1. Il est créé dans le 1ère subdivision de la Circonscription des Iles du Centre un Conseil Local dont le ressort s'étendra à la population autochtone des villages de Mélé et Mélé-Maat.

ARTICLE 2. Ce Conseil portera le titre du "Conseil Local de Mélé/Mélé-Maat".

ARTICLE 3. Le conseil comprendra 9 membres, à savoir :

a) un président et un vice-président, qui seront les chefs de Mélé et Mélé-Maat, membres de droit.

b) des membres choisis par les hommes adultes de chaque village, comme suit :

- Mélé 5 membres
- Mélé-Maat 2 membres

ARTICLE 4. Le mandat des membres est fixé à un an à partir du 1er Janvier de chaque année.

ARTICLE 5. La Décision Conjointe N° 6 de 1970 est abrogée par la présente décision.

ARTICLE 6. Les Délégués Français et Britanniques de la Circonscription des Iles du Centre 1 sont chargés de l'application de la présente Décision Conjointe qui entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 13 Mai 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

## CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

### DECISION CONJOINTE N° 50 de 1974

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'article 2, paragraphe 3 et l'article 8, paragraphe 6 du Protocole Franco-Britannique de 1914

lation No 10 of 1967, Her Britannic Majesty's Resident Commissioner and the Resident Commissioner for the French Republic in the New Hebrides

#### DO HEREBY DECIDE

that Georges DUBAIN

having been convicted on the 4th January 1974 by the Court of First Instance for Central District No 1 of an offence under section 13 of Joint Regulation No 4 of 1962 is disqualified from driving any motor vehicle or motor cycle for a period of one year.

This Joint Decision shall take effect from the date of its publication in the Condominium Gazette.

DATED at VILA this seventh day of MAY, 1974.

The Resident Commissioner  
for the French Republic

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

### JOINT DECISION N° 49 of 1974

In exercise of the powers conferred by sections 2 and 3 of the Native Local Administration Joint Regulation (No 9 of 1957) the Resident Commissioners

#### HEREBY DECIDE

1. In the Central Administrative District No 1 a Local Council shall be created which for the purpose of native affairs shall include the village communities of Mele and Mele-Maat.

2. This Council shall be entitled "THE MELE/MELE-MAAT LOCAL COUNCIL".

3. The Mele/Mele-Maat Local Council shall consist of nine members comprising : -

(1) A President and Vice-President who shall be the Chief of Mele and Mele-Maat respectively, ex officio ; and

(2) Members chosen by the adult males of each village as follows -

- Mele 5 members
- Mele-Maat 2 members.

4. Each member of the Council shall hold office for ONE YEAR with effect from the first day in January in each year.

5. Joint Decision No 6 of 1970 is hereby repealed.

6. The British and French District Agents of the Central

DECIDENT

ARTICLE 1. M. Anthony Rowland WORNER est nommé adjoint au Délégué Britannique pour la Circonscription des Iles du Centre I, et il est habilité à présider le tribunal Indigène à la place du dit Délégué.

ARTICLE 2. La présente Décision Conjointe prendra effet pour compter du 5 mars 1974.

Port-Vila, le 13 Mai 1974.

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides, Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides,

R.W.H. DU BOULAY R. LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES DECISION CONJOINTE N° 51 de 1974

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'article 8, paragraphe 6 du Protocole Franco-Britannique de 1914

DECIDENT

ARTICLE 1. Mr. Jack KALALA de Lamén Island est nommé Assesseur suppléant près le Tribunal Indigène de la Circonscription des Iles du Centre I, en remplacement de M. PULUPE de Lamén Island, décédé, pour la durée de l'année 1974 restant à courir.

ARTICLE 2. La présente Décision Conjointe prendra effet pour compter du jour de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

PORT-VILA, le 20 Mai 1974.

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides, Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY R. LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES DECISION CONJOINTE N° 52 de 1974

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'article 2, paragraphe 3 (A) du Protocole Franco-Britannique de 1914

DECIDENT

ARTICLE 1. M. David Thomas BROWNING est nommé Délégué Britannique pour la Circonscription des Iles du Sud, en remplacement de M. Gordon Curtis NORRIS.

District No 1 shall be responsible for the implementation of this Decision.

7. This Decision shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

Made at Vila this thirteenth day of May, 1974.

The Resident Commissioner for the French Republic Her Britannic Majesty's Resident Commissioner

R. LANGLOIS R.W.H. DU BOULAY

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT DECISION N° 50 of 1974

Acting in pursuance of Articles 2:3 and 8:6 of the Anglo-French Protocol of 1914 the Resident Commissioners

DO HEREBY DECIDE

1. Anthony Rowland WORNER is hereby appointed an Assistant District Agent to assist the British District Agent for Central District Number 1 and is empowered to preside over a Native Court in place of the said District Agent.

2. This Joint Decision shall have effect from 5th March 1974

DATED AT VILA this thirteenth day of May, 1974.

French Resident Commissioner British Resident Commissioner

R. LANGLOIS R.W.H. DU BOULAY

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT DECISION N° 51 of 1974

Acting in pursuance of paragraph 6 of Article 8 of the Anglo-French Protocol of 1914, the British and French Resident Commissioners

DO HEREBY DECIDE

1. Jack KALALA of Lamén Island shall be appointed Supplementary Assessor to the Native Court of Central District No 1. in place of PULUPE of Lamén Island, deceased, for the remainder of this calendar year 1974.

2. This Joint Decision shall have effect from the date of its publication in the Condominium Gazette.

DATED at VILA this Twentieth day of May, 1974.

French Resident Commissioner British Resident Commissioner

R. LANGLOIS R.W.H. DU BOULAY

ARTICLE 2, La présente Décision Conjointe prendra effet pour compter du 13 Mai 1974.

Port-Vila, le 22 Mai 1974.

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R. W. H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

## CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES DECISION CONJOINTE N° 53 de 1974

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA  
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'article 47 A du Règlement Conjoint N° 4 de 1962  
modifié par le Règlement Conjoint N° 10 de 1967

### DECIDENT :

ARTICLE 1, LEMONNIER Bernard ayant été condamné  
le 26 Mars 1974 par le Tribunal Mixte Jugement n° (C)  
14/74 pour contravention au Règlement Conjoint N° 4  
de 1962 (conduite en état d'ivresse, conduite dangereuse,  
conduite d'un véhicule dangereux) il lui est interdit de  
conduire un véhicule à moteur ou une motocyclette pen-  
dant une période de 6 mois, à compter de la date de noti-  
fication de la présente décision.

ARTICLE 2, La présente décision entrera en vigueur  
pour compter de la date de sa publication au Journal Of-  
ficiel du Condominium.

Port-Vila, le 28 Mai 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R. W. H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

## CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

### ✓ ARRETE CONJOINT N° 10 de 1974

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA  
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU, l'article 2 paragraphe 2 et l'article 7 du Protocole  
franco-britannique de 1914,

VU, le règlement conjoint n° 18 de 1974,

### ARRETEMENT.

ARTICLE 1. - Les fiches, bordereaux ou factures à four-  
nir par tout commerçant de détail à ses clients, conformé-  
ment à l'article 14 du règlement conjoint N° 18 de 1974,  
devront obligatoirement comporter les mentions suivan-  
tes :

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT DECISION N° 52 of 1974

Acting in pursuance of paragraph 3 (a) of Article 2 of the  
Anglo-French Protocol of 1914 the Resident Commissio-  
ners

### DO HEREBY DECIDE

DAVID THOMAS BROWNING be appointed as British Dis-  
trict Agent, Southern District, with effect from 13th May  
1974 in place of GORDON CURTIS NORRIS

DATED at Vila this twenty-second day of May, 1974.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's  
for the French Republic Resident Commissioner

R. LANGLOIS

R. W. H. DU BOULAY

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT DECISION N° 53 of 1974

IN EXERCISE of the powers conferred by section 47 A of  
Joint Regulation No 4 of 1962 as amended by Joint Regu-  
lation No 10 of 1967, Her Britannic Majesty's Resident  
Commissioner and the Resident Commissioner for the  
French Republic in the New Hebrides

### DO HEREBY DECIDE

that BERNARD LEMONNIER

having been convicted on the 26th day of March 1974 by  
the Joint Court of an offence under sections 13 and 14  
of Joint Regulation No 4 of 1962 is disqualified from dri-  
ving any motor vehicle or motor cycle for a period of six  
months.

This Joint Decision shall take effect from the date of its  
publication in the Condominium Gazette.

DATED at VILA this twenty-eighth day of May, 1974.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's  
for the French Republic Resident Commissioner

R. LANGLOIS

R. W. H. DU BOULAY

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT RULES N° 10 of 1974

TO PRESCRIBE particulars of vouchers, dockets and in-  
voices required to be supplied.

MADE by the Resident Commissioners under the provi-  
sions of section 14 of the Joint Price Control Regulation  
No 18 of 1974.

a) ventes au comptant : soit un bordereau à l'en-tête du commerçant avec le nom du client, la date, la nature de la marchandise et son prix, soit une fiche de machine enregistreuse automatique classique ;

b) ventes à crédit : un bordereau à l'en-tête du commerçant daté, comportant également le nom du client, la nature de la marchandise, et les prix unitaires et totaux. Ce bordereau devra obligatoirement être signé du client.

ARTICLE 2. - A la demande expresse du client, le commerçant de détail sera tenu pour toute vente au comptant ou à crédit de fournir une facture détaillée qui comportera les mêmes indications que celles rendues obligatoires pour le commerce de gros, conformément à l'article 13 du règlement conjoint N° 18 de 1974.

ARTICLE 3. - Tout commerçant qui aura délivré une facture conformément à l'article 2 ci-dessus, devra en conserver un double correctement classé pendant au moins deux ans à partir de la date d'émission de ladite facture.

ARTICLE 4. - Le présent arrêté conjoint, qui prendra effet à compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium, sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera. -

Fait à PORT-VILA, le 2 mai 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

## CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

### ✓ ARRETE CONJOINT N° 11 de 1974

relatif à la publicité des prix

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU, l'article 2 paragraphe 2 et l'article 7 du Protocole franco-britannique de 1974,

VU, le règlement conjoint n° 18 de 1974,

#### ARR ET ENT :

ARTICLE 1. - La publicité des prix à l'égard du consommateur est assurée par voie de marquage, d'étiquetage ou d'affichage. Elle doit faire apparaître clairement le prix de vente.

#### TITRE I

Du marquage des produits exposés à la vue du public.

1. All vouchers, dockets and invoices required to be supplied by every retail trader to his customers in accordance with section 13 of the Joint Price Control Regulation No 18 of 1974, shall be in the following form -

(a) cash sales : either a docket under the bill-head of the trader, showing the name of the customer, the date, the nature of the merchandise and the price or a voucher from a standard automatic cash-register ;

(b) credit sales : a docket under the bill-head of the trader, showing the date, the name of the customer, the nature of the merchandise and the individual and total prices, such docket to be signed by the customer.

2. Upon the express demand of any customers every retail trader shall be obliged for cash or credit sales to supply a detailed invoice containing the same particulars as those which a wholesale trader is required to supply under the provisions of section 14 of the Joint Price Control Regulation No 18 of 1974.

3. Every trader who shall render an invoice in accordance with the provisions of Rule 2 shall keep a duplicate thereof duly filed for not less than two years from the date of issue of the said invoice.

4. These Rules may be cited as the Joint Price Control (No 2) Rules No 10 of 1974 and shall come into operation on the date of their publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this second day of May, 1974.

The Resident Commissioner  
for the French Republic

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT RULES N° 11 of 1974

TO PRESCRIBE requirements as to the advertising of prices.

MADE by the Resident Commissioners under the provision of section 14 of the Joint Price Control Regulation No 18 of 1974.

### PART I - MARKING OF GOODS ON PUBLIC DISPLAY

1. The advertising of prices for the benefit of consumers shall be done by means of marking, price-ticketing or price-carding. The sale price shall be clearly shown.

2. The price of every product for retail sale and on public display in any manner whatsoever, in particular in the shop window or on display outside or inside the shop, shall be marked by a label.

ARTICLE 2. - Le prix de tout produit destiné à la vente au détail et exposé à la vue du public, de quelle que façon que ce soit.

- notamment en vitrine, en étalage ou à l'intérieur de l'établissement - doit faire l'objet d'un marquage par écriteau.

ARTICLE 3. - L'écriteau doit être placé sur le produit lui-même ou à proximité de celui-ci de façon à ce qu'il n'existe aucune incertitude quant au produit auquel il se rapporte.

Il doit être clairement lisible, soit de l'extérieur, soit de l'intérieur de l'établissement, selon le lieu où sont exposés les produits.

ARTICLE 4. - Les produits identiques ou non, vendus au même prix et exposés ensemble à la vue du public, peuvent ne donner lieu qu'à l'apposition d'un seul écriteau.

ARTICLE 5. - Les produits vendus par lots doivent comporter un écriteau mentionnant le prix et la composition du lot ainsi que le prix de chaque produit composant le lot.

ARTICLE 6. - Lorsqu'il s'agit de produits vendus au poids ou à la mesure. L'indication du prix doit être accompagnée de l'unité de poids ou de mesure à laquelle ce prix correspond.

ARTICLE 7. - Par dérogation aux dispositions de l'article 2, les produits munis d'une étiquette et exposés à la vue du public sont dispensés du marquage par écriteau lorsque cette étiquette répond aux conditions du 2ème alinéa de l'article 3 et comporte les mêmes mentions que celles exigées par l'écriteau.

## TITRE II

De l'affichage des prix des prestations de service

ARTICLE 8. - Le prix de toute prestation de service doit faire l'objet d'un affichage dans les lieux où la prestation est proposée au public.

L'affichage consiste en l'indication sur un document unique et clairement lisible, de la liste des prestations de service offertes et du prix de chacune d'elles.

## TITRE III

Dispositions diverses

ARTICLE 9. - Si le contrôleur l'exige, tout commerçant est tenu d'afficher sur les lieux de la vente et de façon à être lu aisément par le public, le tableau des produits réglementés et les prix maxima fixés pour ces produits.

ARTICLE 10. - Des modalités de publicité des prix particulières à certains produits ou services peuvent être prévues par arrêtés conjoints.

3. Such label shall be placed on the product itself or close thereto in such manner that there is no doubt to which product the label relates.

It shall be clearly legible from the exterior or interior of the shop according to the place where the products are displayed.

4. If there are products, whether identical or not, sold at the same price and displayed together in view of the public, there need be only one price-label.

5. Products sold in lots shall have a price-label showing the price and composition of each lot as well as the price of each product making up the lot.

6. When products are sold by weight or measure, the notification of the price shall be accompanied by the unit of weight or measure to which such price corresponds.

7. Notwithstanding the provisions of Rule 2, products bearing a price-ticket and on display need not be marked with a label provided that such price-ticket complies with the conditions prescribed in the second paragraph of Rule 3 and bears the same information as that required for a label.

## PART II - ADVERTISING COST OF SERVICES

8. The cost of the provision of any service shall be displayed in the place where the service is offered to the public. Such display shall consist of a single, clearly legible document showing the list of services offered and the cost of each such service.

## PART III - GENERAL PROVISIONS

9. If the Price Controller shall so require, every trader shall post up on the premises of sale and in a manner in which it may be easily read by the public, a list of all regulated products together with the maximum prices fixed for such products.

10. Methods of advertising special prices for certain products or services may be provided for by joint rules.

11. These Rules may be cited as the Joint Price Control Rules No 11 of 1974 and shall come into operation on the date of their publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this second day of May, 1974.

The Resident Commissioner      Her Britannic Majesty's  
for the French Republic          Resident Commissioner

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY

ARTICLE 11. - Le présent arrêté conjoint, qui prendra effet à compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium, sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera. -

Fait à PORT-VILA, le 2 Mai 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

## CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

### INSTRUCTION CONJOINTE N° 3 de 1974

Modifiant l'Instruction Conjointe n° 4 de 1964

ARTICLE 1. L'Instruction Conjointe n° 4 de 1964 (réglementant la procédure de recouvrement des amendes prononcées par le Tribunal Mixte et les tribunaux du 1er Degré) est modifiée sur la suppression des mots "le Tribunal Mixte et" qui figurent dans le titre et l'Article 1.

ARTICLE 2. La présente Instruction Conjointe prendra effet pour compter du jour de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 13 Mai 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

## CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

### INSTRUCTION CONJOINTE N° 4 de 1974

Modifiant l'Instruction Conjointe N° 1 de 1966

ARTICLE 1. Le tableau de l'article I. 1 du Chapitre I de l'Instruction Conjointe N° 1 de 1966, modifié par l'Instruction Conjointe n° 14 de 1971, est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Catégorie	Salaire mensuel	Salaire annuel
	Frs NH.	Frs NH.
Ouvrier B	14,300, -	171,600, -
Ouvrier A	16,060, -	192,720, -
Spécialiste D	16,830, -	201,960, -
Spécialiste C	18,480, -	221,760, -
Spécialiste B	20,020, -	240,240, -
Spécialiste A	21,670, -	260,040, -

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

### JOINT STANDING ORDER N° 3 of 1974

TO AMEND Joint Standing Order No 4 of 1964.

1. Joint Standing Order No 4 of 1964 (which regulates the collection of fines imposed by the Joint Court and Courts of First Instance) is hereby amended by deleting the words "Joint Court and" where they appear in the preamble and section 1.

2. This Joint Standing Order shall take effect on the day of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this thirteenth day of May, 1974.

The Resident Commissioner for the French Republic

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

### JOINT STANDING ORDER N° 4 of 1974

A Joint Standing Order to amend Joint Standing Order No 1 of 1966

1. The table in section I. 1 of Chapter 1 of Joint Standing Order no 1 of 1966, as amended by Joint Standing Order no 14 of 1971, to be deleted and the following substituted :

Category	Monthly salary	Annual salary
	F.N.H.	F.N.H.
Workman "B"	14.300, -	171.600, -
Workman "A"	16.060, -	192.720, -
Specialist "D"	16.830, -	201.960, -
Specialist "C"	18.480, -	221.760, -
Specialist "B"	20.020, -	240.240, -
Specialist "A"	21.670, -	260.040, -

2. This Joint Standing Order shall come into force on the 1st. January 1974.

Issued at Vila this Twenty-fourth day of May, 1974.

The Resident Commissioner  
for the French Republic

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

R. LANGLOIS

R.W.H. DU BOULAY



ARTICLE 2, La présente Instruction Conjointe prendra effet pour compter du 1er Janvier 1974.

Port-Vila, le 24 Mai 1974.

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

## PUBLICATION OFFICIELLE

Les Commissaires-Résidents de France et de Sa Majesté Britannique en application de l'article 3 - 1° du Règlement Conjoint N° 16 de 1970, publient par les présentes, pour prendre effet à la date de cette publication, les désignations suivantes des ministres des cultes habilités à célébrer les mariages entre autochtones :

### I - Eglise Anglicane :

Les Révérends :

Jairus Henry Karabani  
Richard Paley Tarileo  
Charles Tarivağa  
Samuel Garaelivu  
Thomas Langon  
John Ashwin Wetelwur

Lolowai  
Aligu, Pentecost  
Lobaha, Aoba  
Aoba  
Mere-Lava  
Gaua

### II - Eglise Presbytérienne des Nouvelles-Hébrides :

Les Révérends :

Vanua  
B. Lake  
R. Hincks  
S.J. Regenvanu  
J. Tungon  
A. Vula  
E. Norton

Malo, Santo  
S.W. Bay, Malekula  
Magam, Ambrym  
Vila, Ambrym  
Utas, Ambrym  
P.M. Church, Vila, Efate  
Tangoa, Santo

Fait à Port-Vila, le 31 Janvier 1974

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS

## PUBLIC NOTICE

The Resident Commissioners of the French Republic and Her Britannic Majesty, in accordance with Section 3 (1) of the Joint Regulation No 16 of 1970, hereby published the following lists of Ministers of religion authorised to celebrate Marriages between New Hebrideans. These lists shall be effective from the date of publication.

### Church of England :

The Reverends

Jairus Henry Karabani  
Richard Paley Tarileo  
Charles Tarivağa  
Samuel Garaelivu  
Thomas Langon  
John Ashwin Wetelwur

Lolowai  
Aligu, Pentecost  
Lobaha, Aoba  
Aoba  
Merelava  
Gaua

### 2. Presbyterian Church of the New Hebrides :

The Reverends

Vanua  
B. Lake  
R. Hincks  
S.J. Regenvanu  
J. Tungon  
A. Vula  
E. Norton

Malo, Santo  
S.W. Bay, Malekula  
Magam, Ambrym  
Vila, Efate  
Utas, Ambrym  
P.M. Church, Vila, Efate  
Tangoa, Santo

Made at Vila this 31st day of January, 1974.

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

The Resident Commissioner  
for the French Republic

R.W.H. DU BOULAY

R. LANGLOIS